

COMMUNIQUE DE PRESSE

Sections Locales 04

CGT Finances, SOLIDAIRES Finances, FO Finances

Les organisations syndicales du Ministère des Finances précitées contestent les prochaines mesures de suppressions d'emplois (2 500 pour le Ministère) qui se rajoutent aux précédentes et qui font que depuis 10 ans 40% des effectifs d'agents et contrôleurs ont été supprimés.

Le Ministère des Finances est le deuxième fournisseur de suppression d'emplois de la Fonction Publique derrière le Ministère de la Défense.

Cet état de fait produit une situation de pénurie qui touche tous les services et qui menace même l'existence des petites unités dont la Direction déclare profiter des opportunités d'absence pour les supprimer.

C'est ainsi qu'actuellement la Trésorerie de BANON est menacé après le départ de 3 agents à la retraite, et son rattachement à la Trésorerie de Forcalquier se soldera au moins par 2 suppressions d'emplois sur le terrain.

Il est difficile de se déplacer dans notre Département et donc l'existence de ce réseau de trésoreries, le dernier service public déconcentré avec La Poste est nécessaire à la population.

Malgré cela la Direction invoque les suppressions d'emplois et les baisses de crédits de fonctionnement (30% en 4 ans) pour justifier les futures fermetures.

Les deux députés du Département ont été contactés pour défendre le service public et Monsieur SAUVAN Président du Conseil Général a écrit au Ministre pour attirer son attention sur la situation du 04

Pour le public il va falloir se déplacer pour trouver un interlocuteur capable d'intervenir sur un dossier, accorder un délai de paiement, traiter une demande à titre gracieux, etc.

En 2013 les classes populaires sont touchées en priorité par les hausses d'impôts avec un effet en cascade dévastateur lorsqu'un foyer bascule dans l'impôt sur le revenu du fait de l'augmentation de son revenu fiscal de référence il devient éligible à plusieurs taxes : audiovisuel, taxe d'habitation, taxe foncière.

A cela peut se rajouter la perte d'une demi part fiscale (par exemple pour les veuves n'ayant pas élevé seule un enfant).

Le gel du barème en 2012 et 2013 a contribué à l'apparition d'un million de nouveaux assujettis à l'impôt revenus en 2013 après 940 000 en 2012.

Et pour pouvoir prendre en compte ces nouveaux dossiers le gouvernement annonce 2 500 suppressions d'emplois aux finances, au 1^{er} janvier 2014.

Le système fiscal extrêmement complexe en France réclame un réseau d'interlocuteurs disponibles et non un centre d'appel ou des bornes interactives.

Le public ne doit pas patienter des heures à un guichet surchargé.

Non aux fermetures des unités.